EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE URBAINE MARSEILLE PROVENCE METROPOLE

Séance du 26 mars 2012

Monsieur Eugène CASELLI, Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 130 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Olivier AGULLO - Zaven ALEXANIAN - Michel AMBROSINO - Christian AMIRATY - Sylvie ANDRIEUX - Sonia ARZANO - Robert ASSANTE - Mireille BALOCCO - Jean-luc BENNAHMIA - Jean-Marc BENZI - Philippe BERGER - François-Noël BERNARDI - Sabine BERNASCONI - Jean-Pierre BERTRAND - Gérard BISMUTH - Alexandre BIZAILLON - Olivier BLANC - Roland BLUM - Sylvia BONIFAY - Patrick BORE - Miloud BOUALEM - Jean BRUNEL - Vincent BURRONI - Xavier CACHARD - Philippe CAMILLIERI - René CAMPIONI - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Thérèse CARDONA - Eugène CASELLI - Pascal CHAIX - Gérard CHENOZ - Patricia COLIN - Jean-Marc CORTEGGIANI - Vincent COULOMB - Claude DAUMERGUE - Didier DAVITIAN - Jean-François DENIS - Nicole DESMATS - Pierre DJIANE - Jacqueline DURANDO - Frédéric DUTOIT - Joël DUTTO - Victor Hugo ESPINOSA - André ESSAYAN - Jean-Pierre FOUQUET - François FRANCESCHI - France GAMERRE - Didier GARNIER - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Pascal GILLET - Jean-Pierre GIORGI - Bernard GIRAUD - Michelle GUEYDAN - Albert GUIGUI - Gérard GUISSANI - Robert HABRANT - Haouaria HADJ CHICK - Paul HUBAC - Michel ILLAC - Bernard JACQUIER - Catherine JALINOT - Fabrice JULLIEN-FIORI - Evelyne KARBOVIAC - Abdelwaab LAKHDAR - Albert LAPEYRE - Alain LAURENS - Laurent LAVIE - Eric LE DISSES - Corinne LEGAL - Eric LEOTARD - Michel LO IACONO - Christophe LOPEZ - Antoine LORENZI - Marie-Louise LOTA - Christophe MADROLLE - Patrick MAGRO - Robert MALATESTA - Christophe MASSE - Henri MATTEI - Jacqueline MAURIC - Christian MAYADOUX - Patrick MENNUCCI - Lucien MERLENGHI - Danielle MILON - Marie-Thérèse MINASSIAN - Jean MONTAGNAC - Yves MORAINÉ - Bernard MOREL - Jean-Louis MOULINS - Renaud MUSELIER - Sylvie NESPOULOUS - Marie-françoise NICOLAJ-PALLOIX - Jérôme ORGEAS - Marie-Madeleine PANCHETTI - Benoît PAYAN - Pierre PENE - Gerard PEPE - Gabriel PERNIN - Claude PICCIRILLO - Marc POGGIALE - Guy PONTOUS - Tahar RAHMANI - Jean-Pierre RAVOUX - Jean-Pierre REPIQUET - Jean-Louis RIVIERE - Jacques ROCCA SERRA - Georges ROSSO - Antoine ROUZAUD - Lionel ROYER PERREAUT - Henri RUGGERI - Myriam SALAH-EDDINE - Arlette SALVO - Philippe SAN MARCO - Gérard SBRAGIA - Pierre SEMERIVA - Daniel SIMONPIERI - Paul SORGE - Maurice TALAZAC - René TAVERA - Guy TEISSIER - Jean-Louis TIXIER - Maxime TOMMASINI - Claude TORNOR - Jean-Paul ULIVIERI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Jean VIARD - Charles VIGNY - Clément YANA.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Francis ALLOUCH représenté par Jacqueline DURANDO - Jean-Louis BONAN représenté par Marie-Thérèse CARDONA - Joëlle BOULAY représentée par Sylvie NESPOULOUS - Alain CROCE représenté par Marc POGGIALE - Eric DI MECO représenté par Jean-Marc CORTEGGIANI - Eric DIARD représenté par Robert HABRANT - Mireille FOURNERON représentée par Jean-Paul ULIVIERI - Samia GHALI représentée par Eric LE DISSES - Martine GOELZER représentée par Guy PONTOUS - Vincent GOMEZ représenté par Antoine LORENZI - Gérard GRAUGNARD représenté par Lucien MERLENGHI - Laurence JOUANDON représentée par Corinne LEGAL - Mourad KAHOUK représenté par Arlette SALVO - René MALLEVILLE représenté par Clément YANA - Myriam MALLIA représentée par Michelle GUEYDAN - Jean-Paul MARIA-FABRI représenté par Henri MATTEI - Martine MATTEI représentée par Pascal GILLET - André MOLINO représenté par Georges ROSSO - Christine ORTIZ représentée par Frédéric DUTOIT - Frédéric OUNANIAN représenté par Michel ILLAC - Gilles PAGLIUCA représenté par Jean-Marc BENZI - Roland POVINELLI représenté par Gérard BISMUTH - André VARESE représenté par Marie-Madeleine PANCHETTI - Karim ZERIBI représenté par Pierre SEMERIVA.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Valérie BOYER - Jean-Claude GAUDIN - Christel SIMONETTI-ACHARD.

Monsieur Le Président a proposé au Conseil d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

DTUP 008-255/12/CC

■ Tarification du réseau de la Régie des Transports de Marseille - Mise en oeuvre des dispositions de l'article 123 de la loi Solidarité et Renouvellement urbain
DMODSV 12/7826/CC

Monsieur le Président de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de Communauté le rapport suivant :

L'article 123 de la Loi Solidarité et Renouvellement Urbain du 13 décembre 2000 énonce les dispositions suivantes :

« Dans l'aire des compétences des Autorités Organisatrices de Transports Urbains de voyageurs, les personnes dont les ressources sont égales ou inférieures au plafond fixé en application de l'article L. 861.1 du Code de la Sécurité Sociale, bénéficient des titres permettant l'accès au transport avec une réduction tarifaire d'au moins 50% ou sous toute autre forme d'une aide équivalente. Cette réduction s'applique quel que soit le lieu de résidence de l'utilisateur ».

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole dispose déjà, sur le réseau de la Régie des Transports de Marseille, d'une politique tarifaire de réduction destinée aux personnes bénéficiaires de la Couverture Maladie Universelle Complémentaire. Ces dernières bénéficient d'une réduction de 50% sur les titres unitaire (Titre Solo et titre unitaire rechargeable sur carte Personnelle) et sur les abonnements mensuels et annuels.

Par suite du recours de « l'Association des familles pour le droit à une vie décente », la Cour Administrative d'Appel de Marseille, par arrêt du 19 janvier 2012, a enjoint à la Communauté urbaine de prendre dans un délai de trois mois, une nouvelle délibération afin de faire bénéficier de la réduction prévue par l'article 123 de la loi dite Solidarité et Renouvellement Urbain, les personnes dont les ressources sont égales ou inférieures au plafond fixé pour l'obtention de la Couverture Maladie Universelle Complémentaire, et non seulement celles qui en sont effectivement bénéficiaires.

Aussi, en application de l'article 123 de la Loi Solidarité et Renouvellement Urbain et des conclusions de l'arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Marseille, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole accordera dorénavant la réduction de 50% sur les titres unitaires et les abonnements mensuels et annuels aux personnes dont les ressources sont égales ou inférieures au plafond fixé en application de l'article L.861.1 du Code de la Sécurité Sociale, et non seulement aux personnes bénéficiaires de la Couverture Maladie Universelle Complémentaire.

Les droits à réduction seront ouverts à compter du 1^{er} juin 2012 sur présentation des justificatifs de ressources.

Par ailleurs, les bénéficiaires de la Couverture Maladie Universelle Complémentaire continueront à bénéficier de la réduction sur présentation de leur attestation de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie.

Monsieur le Président propose au Conseil de Communauté d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Communauté,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'arrêté préfectoral du 7 juillet 2000 portant création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La loi du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain et notamment son article 123 ;
- La délibération TRA 4/072/CC du 13 février 2006 par laquelle le Conseil de Communauté a décidé d'accorder une réduction de 50% aux bénéficiaires de la Couverture Maladie Universelle Complémentaire domiciliés sur le territoire de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole pour l'abonnement mensuel dit « 30 jours contrat » ;
- La décision du Tribunal Administratif de Marseille du 4 novembre 2008 annulant la délibération du 13 février 2006 ;
- La délibération DTUP 003-1034/09/CC relative à la mise en œuvre des dispositions de l'article 123 de la loi Solidarité et au Renouvellement Urbain pour les bénéficiaires de ma Couverture Maladie Universelle Complémentaire ;
- La délibération DTUP 004-2439/10/CC relative à la création d'un titre Solo Solidarité pour les bénéficiaires de la Couverture Maladie Universelle Complémentaire ;
- La délibération DTUP 011-444/11/CC relative à la diminution des tarifs jeunes et la création d'un abonnement annuel Solidarité à demi tarif pour les bénéficiaires de la Couverture Maladie Universelle Complémentaire ;
- L'arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Marseille du 19 janvier 2012.

Sur le rapport du Président,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Marseille du 19 janvier 2012 a enjoint à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole de prendre dans un délai de trois mois une nouvelle délibération afin de faire bénéficier de la réduction prévue par l'article 123 de la loi dite Solidarité et au Renouvellement Urbain, les personnes dont les ressources sont égales ou inférieures au plafond fixé pour l'obtention de la Couverture Maladie Universelle Complémentaire, et non seulement celles qui en sont effectivement bénéficiaires.

Après en avoir délibéré :

Décide

Article 1 :

Est approuvée l'extension du profil des bénéficiaires de la réduction « Solidarité » de 50% accordée sur les titres unitaires (Titre Solo ; titre unitaire rechargeable sur carte personnelle) et les abonnements (mensuels et annuels).

Article 2 :

Est accordée, à compter du 1^{er} janvier 2012, la réduction de 50% sur les titres unitaires et les abonnements (mensuels et annuels) aux personnes dont les ressources sont égales ou inférieures au plafond fixé en application de l'article L. 861.1 du Code de la Sécurité Sociale.

Pour Visa,
La Vice-Présidente Déléguée aux Transports

Marie-Louise LOTA

Pour Présentation,
Le Président Délégué de la Commission
Développer les transports urbains et
périurbains

André MOLINO

Pour Enrôlement,
Le Président de la Communauté Urbaine
Marseille Provence Métropole

Eugène CASELLI